

Mise en compatibilité du PLU de Brest métropole avec le projet de construction d'un stade au Frotven à Guipavas

Recueil des contributions du public dans le cadre la concertation préalable
qui s'est déroulée du 10 octobre au 14 novembre 2022

Contribution de DEJA DEMAIN 29

Cette proposition de modification du PLU va à l'encontre des enjeux environnementaux actuels.

Il est urgent d'arrêter l'artificialisation de nos terres et il est fondamental d'avoir comme pour priorité politique dès à présent d'arrêter, tant que cela s'avère encore possible, les nouveaux projets écocides.

Cette modification du PLU est un permis de tuer tous les vivants qui peuplent ces hectares de terre. C'est insupportable car inconséquent !

Abandonner ce projet, c'est préserver les alentours du Costour et reconnaître la valeur de sa faune et sa flore, c'est préserver la zone humide à proximité et la réserve d'eau de nouvelles pollutions.

C'est aussi, en maintenant le stade en centre-ville, faire en sorte que le foot reste, à Brest, un sport populaire où les habitants peuvent se rendre comme supporters et comme non clients.

Par conséquent, l'association « Déjà Demain », dont le Siège social se trouve au Relecq-Kerhuon, émet un avis défavorable au projet de modification du PLU visant à permettre l'édification d'un nouveau stade de football privé.

Contribution de EAU & RIVIERES

S'il est tout à fait understandable que l'actuel stade Francis le Blé n'est plus adapté aux exigences actuels du stade brestois, de ses supporters ou partenaires et des riverains, il manque au public un certain nombre d'éléments d'analyse pour se positionner sur la mise en compatibilité du PLU pour un projet de stade au Froustven.

Nécessité d'un nouveau stade

Aucune étude complète sur des scénarios de rénovation de Francis Le Blé n'a été présentée au public en amont de toute décision d'artificialisation nouvelle du territoire dans le contexte bien connu artificialisation (zero artificialisation nette), de dérèglement climatique (et l'été 2022 doit être éclairant à ce titre), et de biodiversité.

Ne sont évoqués que des manques à gagner supposés pour l'entreprise SB29, des coûts supposés pour la collectivité qui porterait à sa seule charge des travaux de rénovation, des difficultés de stationnement. Il serait utile pour une vision complète d'évoquer les retombées matérielles et immatérielles d'un stade en ville, les modalités envisageables pour une participation privée aux coûts de rénovation, celles permettant de développer l'usage des transports en commun avant et après les matches (gratuité ou dédommagement de l'opérateur de transport public par le SB29) ou encore la participation financière de la collectivité à ce nouvel équipement « 365 jours par an » (tramway, passerelle, parking et voiries).

Sans nier les retombées financières et d'image que peut revêtir un club de football de premier plan, l'argument intérêt général apparaît tout de même relativement faible eu égard à la vingtaine de matchs par an pour un équipement affiché « 365 jours par an » .

Emplacement

Ceci étant précisé, l'emplacement retenu est déjà identifié comme un site stratégique d'accueil de fonctions et d'équipements métropolitains et apparaît plutôt pertinent en entrée d'agglomération et desservi par la première ligne de tramway, avec une possibilité de mutualisation des stationnements.

Les terrains s'inscrivent dans un contexte agricole voué essentiellement à la grande culture en contexte péri-urbain, marqué par un réseau de haies présent au Sud et Sud-Est, un hêtre remarquable identifié au titre des espaces boisés classés au sud et une zone humide à l'Est. Nous notons qu'il ne sera apporté aucune modification aux limites de la zone naturelle et forestière (zone N) et à la zone humide qu'elle abrite.

Les modifications du projet depuis sa première version (nombre de places limité, stationnement ajusté, évitement des zones de biodiversité à forts enjeux, en particulier la zone humide et les haies existantes) démontrent une volonté de limiter l'impact sur site, qui mérite toutefois d'être mieux expertisée du point de vue de la ressource en eau notamment.

Eau et Rivières de Bretagne est attachée à ce que la mise en compatibilité du PLU qui fera l'objet d'une enquête publique préalablement à son adoption définitive par le Conseil de métropole, de même que le projet de stade qui en découlera, intègrent la séquence ERC : priorité à l'évitement + réduction des impacts (qui auront été correctement évalués) + le cas échéant compensation.

Contribution de LASTRO

Le sachiez-vous?

Les stades construits au Qatar pour le Moundial d'hiver sont des stades démontables!

Donc il suffirait d'en acheter un et de le démonter là-bas et de le remonter au Froustven !

Le transport se ferait par voie maritime : Qatar Guipavas(moulin blanc), un jeu d'enfant pour les frères Le Saint!

Et voilà le tour est joué !

Vous avez MIEUX ?

Ha ils sont forts les frères Le Saint!

Ils sont tellement forts qu'ils sont capables d'être, chacun, président d'un club de sport de haut niveau à Brest !

Il faut juste attendre que le Moundial d'hiver soit fini, sous vos applaudissements !!!!

Contribution de CHAMAILLARD

Initialement, le stade était prévu plus au Sud que l'emplacement aujourd'hui retenu.

Les riverains du côté Nord, dont je fais partie, verront donc une masse imposante comme horizon. Cette question abordée le 12/10 lors de la réunion publique n'a pas eu de réponse mise à part que des arbres seraient plantés devant le stade et cacheraient l'architecture pour les riverains; la croissance des arbres étant nettement plus lente que la montée de murs en béton. De surcroit, un déplacement plus au sud que la situation retenue, aurait pour avantage

de diminuer la longueur de la passerelle prévue pour accéder au stade et donc de diminuer le coût pour les contribuables puisque cette passerelle est à la charge de la collectivité.

Ou sera le parking de 350 places financé par la collectivité au titre des travaux connexes au projet (contenu dans l'enveloppe des 15 millions), il n'y a pas d'information à ce sujet ?

En ce qui concerne le volet « nuisances sonores », une des raisons pour la création d'un nouveau stade, les personnes habitant à côté du stade Francis LE BLE savaient à quoi s'attendre, le stade étant centenaire. Ce problème va être déplacé vers des riverains qui subissent déjà des nuisances (y compris les problèmes de circulation) liées aux entreprises qui se sont installées lors de la création des zones industrielles Kergaradec II et III. Le volume sonore émis sera vraisemblablement supérieur à ce qu'il aurait du être dans le cadre d'un projet plus au sud, et pas seulement dans le cadre de son utilisation opérationnelle mais lors de la phase chantier avec la mise en œuvre d'engins pour le tassement du terrain par exemple.

Si l'option de rénovation du stade LE BLE était retenue, car cette piste a été évoquée en réunion publique par le maire de Brest, qu'advviendrait-il de tous les terrains réservés pour la construction du stade ?

Contribution de LEROUX

Les raisons qui font que ce n'est pas une bonne idée de construire un stade et ce pourquoi nous sommes contre, sont nombreuses. La modification du PLU ne doit aller que dans le sens de la protection des terres agricoles.

- La destination des terres prévues pour la construction du stade doivent restées à vocation agricole. Elles ne doivent pas non plus être des réserves foncières en vue d'une extension de la ville. La destruction de la faune et de la flore ne pourront pas restées impunie éternellement. Déjà de jeunes ingénieurs sortis de grandes écoles (HEC, Ecole vétérinaire, Polytechnique) et de très nombreux citoyens ont exprimés leur désaccord sur notre modèle économique.
- Le projet n'est en définitive pas comme annoncé précédemment un projet privé puisque 15 M€ seront demandé pour sa construction à la collectivité, c'est-à-dire les habitants de Brest et de la communauté urbaine. Nous ne voulons pas une augmentation de la taxe foncière pour financer le stade à une période où notre pouvoir d'achat diminue compte tenu de l'inflation.
- Pour l'aménagement des routes, d'une passerelle qui enjambrera la D205, il est prévu un enveloppe de 15 autre M€. C'est aussi en partie pour l'aménagement du quartier oui mais sans stade, cela ne se justifie pas.
- C'est aussi aux Brestois et à BM de payer pour un stade qui recevra des personnes qui viennent d'au-delà de Brest métropole. Combien de Brestois viennent au match ? La capacité du stade ne permet pas au dixième de la population de Brest d'y venir et tout le monde doit payer.
- Est-ce que les leçons du dérèglement climatique et du déclin de la biodiversité sont prises en compte. Certainement pas. Nous avons vécu une canicule en juillet et août avec un arrêté de la préfecture pour limiter l'usage de l'eau, il y a eu 3,5° degré Celsius supplémentaires en octobre 2022 sur la région brestoise par rapport aux normales de saison, les incendies sont devenus une calamité dans les monts d'Arrée et dans le sud de la

France , il y a maintenant des épisodes d'inondation un peu partout et en parallèle de nombreux départements qui sont toujours en seuil de sécheresse. Il est temps d'arrêter de penser que tout va bien et d'agir avec bon sens et discernement et non pas sur la base d'égos mal dimensionnés.

- Ce n'est pas aux « vieux » qui ont de l'argent de décider de l'avenir de la jeunesse. Laissons-les décider par eux même. Ils ont une conscience écologique bien plus exacerbé que les promoteurs de ce projet et des maires qui les accompagnent. Quel héritage laisserons-nous aux générations futures ? Tout ceci pour que des inconscients laisse leur trace sur terre ? Il faut proposer un référendum à Brestois pour qu'ils votent oui ou non au stade.
- C'est un moratoire qu'il faut mettre en place contre l'artificialisation des terres agricoles. Le rythme d'artificialisation des terres agricoles est supérieur à l'accroissement de la population sur les communes de Brest, Guipavas. Nous et nos enfants ne mangeons pas du béton.
- Le stade n'est pas un bâtiment dans lequel d'autres sports peuvent être pratiqués, ni pouvant servir à des activités de concert ou à des évènements culturels. Il n'a vocation qu'à service pour le foot.
- Nous avons des exemples comme pour les villes du Mans, Bordeaux qui possèdent des infrastructures surdimensionnées et donc très coûteuses pour la ville et donc pour les habitants. Brest en ligue 1 pourrait assurer le remplissage d'un stade de 13 000 places mais en ligue 2, comme semble le promettre les résultats actuels ce n'est plus que 6 ou 7 000 places.
- Ce stade n'est qu'un projet financier, c'est le foot business. Pour rentabiliser le stade, il faut assurer des revenus par tous les moyens, la mise en place d'une restauration sur 3 500 m2 avec les différentes cuisines du monde. Assurer une activité permanente, tel que l'objectif.
- Que deviennent les commerçants du centre villes ? Une nouvelle offre va provoquer une vidange, une perte du chiffre d'affaire de certains commerçants de la ville. Ce sera la fermeture de commerce et une nouvelle désertification. L'objectif d'une mairie n'est-elle pas de garder le dynamisme au sein de la ville et non en périphérie. La fermeture de commerces de proximité, n'est-elle pas catastrophique pour les personnes âgées ?
- Du 17 au 19 octobre avait lieu à Brest le REFMAR 2022 un colloque sur l'observation du niveau marin au profit des politiques publiques et de la recherche. A cette occasion Mme Véronique Masson-Delmotte a fait une présentation du 6 ième rapport du GIEC, elle décrit la situation actuelle et ce vers quoi nous nous orientons, si rien n'est fait, en termes d'augmentation de la température et du niveau de l'eau. Elle écrit chaque tonne de CO2 compte ou plus exactement chaque tonne de CO2 non produite compte. Il faut donc restreinte nos activités émettrices de CO2 et sauvegarder les ressources eau, terre agricoles pour que nos enfants et petits-enfants puissent vivre décemment.
- Un arrêté du préfet a été émis en date du 02 février, 29-2022-02-11-0001 portent dérogation aux lois 411-1 et 411-2 ne constitue qu'une litanie d'autorisation de destruction d'espèce protégées
- L'eau des Brestois et les Relecquois provient de l'eau de la vallée du Costour à hauteur de 15 à 18%. Le stade et les parkings attenants seront construits à proximité immédiate de la source de la vallée du Costour. Ceci signifie que notre eau sera irrémédiablement polluée par l'huile des moteurs de voiture alors qu'actuellement nous avons une terre agricole.

- Ou faudra-t-il prendre l'eau pendant les travaux et après ? L'eau c'est la vie; donc il faut arrêter tout de suite et protéger les bassins versants de la rivière du Costour.
- Nous demandons que les citoyens se prononcent sur ce projet par un referendum. Voulez-vous oui ou non la construction d'un stade au Frouven ?

Contribution de JAGAILLE

Je m'oppose à cette modification du PLU et au projet de stade tel que proposé pour plusieurs raisons environnementales / sociales / de cohérence :

(1) Quelle cohérence avec un objectif zéro artificialisation, pourquoi une telle exception ?

(2) Sortir un équipement du centre-ville, déjà desservi par les transports en commun, c'est :

- s'assurer plus de déplacements du public en véhicule personnel, et prôner ce modèle obsolète
- opérer une exclusion sociale des populations les plus défavorisées, qui sont aussi moins mobiles

(3) Je suis contre le fait de subventionner (30 millions d'euros !) un tel projet qui doit demeurer privé, puisque non porteur de renouvellement urbain ni d'attractivité du centre urbain

Je précise que je ne suis pas opposée à un projet de stade, mais pas sous cette forme. Un équipement urbain subventionné se doit d'être exemplaire et de répondre à des critères tels que : la mixité sociale de ses utilisateurs, le renouvellement urbain et l'attractivité du centre-ville, la cohérence avec un projet de territoire durable, la réflexion autour de l'accessibilité, ne pas consommer de terres agricoles.

A titre personnel, l'esthétique du projet ne me plaît pas. Loin d'être superficiel, cet aspect esthétique est aussi porteur de message, et celui de l'image du stade me semble en adéquation avec ce projet qui n'est pas de son temps et en total inadéquation avec les enjeux urbain / périphérie ou plus largement environnementaux que ne nous pouvons plus feindre d'ignorer.

Contribution de BYTOU

Après avoir consulté le dossier de présentation de mise en compatibilité du PLU, mon avis pour ce projet est très défavorable pour les raisons suivantes :

- l'heure où l'autonomie alimentaire et la recherche de circuits courts deviennent une priorité (cf les actions des villes d'Albi et de Rennes en faveur d'une autonomie alimentaire de leurs territoires), il me semble tout à fait dommageable de faire disparaître 320ha de zone agricole au bénéfice d'un stade de football.
- De manière plus globale, avant de juger l'intérêt général de la construction d'un stade de football, il serait intéressant de savoir quelles sont les véritables retombées pour le territoire d'avoir une équipe de football professionnelle à Brest ? Ces retombées sont-elles suffisantes, pour justifier l'investissement public de la collectivité dans :
 - la construction d'un stade ;
 - l'aménagement des espaces publics attenants ;
 - l'entretien et la gestion de ces espaces.

- Au delà des considérations précédentes, le lieu retenu pour ce nouveau stade me semble être de nature à diminuer l'attractivité du centre-ville de la Ville de Brest au détriment de sa périphérie. Ceci risque d'entraîner un modèle de développement favorisant les déplacements vers la périphérie au détriment du centre ville.
- Enfin, à l'heure où l'Etat va imposer une politique de Zéro Artificialisation Nette à l'échelle des territoires, qui va limiter la capacité des collectivités à artificialiser les zones non urbanisées, je me pose la question de savoir si la construction d'un stade ne va pas se faire au détriment d'autres usages (industries/logements/services médicaux...) qui pourraient être plus utiles au territoire.

Pour conclure, étant fan de sport et de sa glorieuse incertitude, il me paraît peu opportun d'investir de l'argent public au bénéfice d'une équipe de football qui peut, au détour d'un carton rouge ou d'un penalty accordé, perdre de sa superbe et mettre en péril tout l'équilibre d'un projet en étant rétrogradé dans des divisions inférieures. Le peu glorieux précédent du stade du Mans (MMArena) est là pour nous le rappeler.

Contribution de GUEZENNEC

Ayant assisté à la réunion de présentation du projet ce mois-ci à Guipavas, j'ai été effarée par cette véritable opération de « greenwashing » masquant mal une totale indifférence à la crise environnementale et sociale en cours, et surtout à l'avenir des jeunes.

Les arguments contre la construction d'un nouveau stade sont nombreux et variés, je ne ferai donc que les énumérer brièvement :

- le non-sens écologique que représente le saccage d'une zone naturelle et agricole.
- la dégradation du cadre de vie des habitants dans une commune déjà largement défigurée par la circulation automobile et les activités commerciales..
- l'argent public investi dans un projet privé dont la rentabilité bénéficiera aux investisseurs privés et l'entretien à long terme reviendra, comme d'habitude, à la collectivité ; malgré leurs déclarations d'amour à Brest et au Stade Brestois, j'ai en effet du mal à croire à la philanthropie de messieurs Le Saint.
- l'encouragement à la surconsommation que représenterait ce complexe de loisirs, alors que nous devons désormais entrer dans l'ère de la décroissance pour limiter autant que possible le réchauffement climatique, l'effondrement de la biodiversité et la pollution de l'environnement.
- le caractère pour le moins moralement discutable d'un football professionnel de plus en plus entaché de scandales financiers et humains.

Et que l'on ne dégaîne pas le sacro-saint argument de l'emploi en faveur de de stade : il faut créer des emplois UTILES dans l'agriculture, l'artisanat, la culture, les services publics, pas des emplois destructeurs de l'environnement. Un emploi n'égale pas un emploi à mes yeux, certaines activités doivent disparaître.

Alors oui à l'installation d'agriculteurs bio, oui au sport amateur convivial et respectueux de tous et toutes, oui à la préservation de la qualité de vie des habitants de la Métropole, mais NON à un projet représentatif de cet esprit de compétition mortifère qui caractérise notre société de consommation et dont les conséquences sont catastrophiques à toutes les échelles.

En espérant que la majorité SOCIALISTE, COMMUNISTE et ÉCOLOGISTE (oui ?) de la municipalité brestoise s'opposera fermement à un projet résolument CAPITALISTE.

Contribution de TONIAZZI

Je m'oppose à cette modification du PLU, intégralement dédiée à la mise en place d'un projet d'intérêt privé. Elle va permettre la bétonnisation d'une part non négligeable de cette parcelle de 18 Ha, pour un stade de football privé dont l'intérêt n'est pas absolument pas démontré, faute d'avoir étudié sérieusement la rénovation du stade actuel.

La photo d'illustration retenue pour le registre numérique rappelle la nature agricole de cette surface et jamais Brest Métropole n'a jugé utile de lancer un appel à projet pour laisser une chance à des projets concurrents portés par les habitants, plutôt que par les intérêts financiers d'un club de football privé.

Cette ouverture à l'urbanisation est également en opposition totale avec l'objectif Zéro Artificialisation Nette, contribue à accentuer l'étalement urbain des commerces et des loisirs, alors que l'été 2022 nous a cruellement rappelé, s'il en était encore besoin, à quel point nous devons protéger nos espaces naturels, nos zones humides, notre biodiversité en chute libre du fait de la disparition des habitats au profit du béton.

Cette modification est motivée exclusivement par des intérêts économiques bancaux qui ne tiennent aucunement compte de la nécessaire adaptation au changement climatique, de l'augmentation des coûts des matières premières et de l'énergie, et du bilan environnemental catastrophique et non compensé de la construction d'un stade en béton et de son utilisation en pointillé.

Il serait bon, par souci d'égalité des chances, d'ouvrir la porte à d'autres projets plus respectueux du vivant, des habitants, et des deniers publics.



Avis sur la « mise en compatibilité du PLU de Brest métropole avec le projet de stade au Frountven à Guipavas »

A Brest, le 13 novembre 2022

L'association

1

Brest à Pied et à Vélo ([BaPaV](#)) est une association sans but lucratif dont l'objet social est « d'encourager les déplacements actifs, notamment à pied et à vélo, favoriser l'intermodalité, lutter contre l'exclusion liée aux transports, prévenir la sédentarité, inciter à réduire l'usage de l'automobile et veiller au bon usage de l'argent public dans le domaine des transports et des déplacements à Brest, sa métropole et plus largement le pays de Brest » (extrait de l'article 2 des statuts). Elle est connue pour les services de vélo-école, d'atelier coopératif d'auto-réparation, d'animations dans les écoles et entreprises et pour l'organisation ou la participation à différentes animations publiques.

BAPAV a été reconnue d'intérêt général en 2020.

Synthèse de l'avis

L'association Brest à pied et à vélo s'oppose fermement à ce projet de mise en compatibilité du PLU permettant la réalisation du projet de nouveau stade de football privé.

En effet cette modification est prévue sans prise en compte des enjeux environnementaux actuels, et des adaptations urbaines nécessaires pour protéger la population de Brest métropole du changement climatique et de ses conséquences. Il ne répond par ailleurs à aucun objectif de développement durable tel que [définis par les Nations Unies](#), s'il fallait rappeler le besoin de pertinence des investissements publics, par ailleurs à peine chiffrés dans le cadre de l'étude actuelle.

De par son implantation, il est également compris par BAPAV que l'essentiel des 15 000 spectateurs s'y rendront en automobile, la desserte en transports en commun et la distance des centre-villes rendant peu probable un remplissage du stade par la seule ligne de tram, la piste cyclable de la zone commerciale, ou les piétons habitant à distance raisonnable, quand le stade Francis le Blé bénéficie d'une desserte particulièrement dense et d'une localisation en plein centre-ville favorisant intrinsèquement les déplacements doux et les transports en commun. Ce projet viendra donc clairement renforcer la part modale de la voiture individuelle dans les transports, en contradiction avec [le PCAET de Brest métropole](#) et les objectifs nationaux de baisse du trafic automobile dans le cadre de la mise en place de la [stratégie nationale bas carbone](#) appliquée au transport.



En outre, le projet est déclaré d'intérêt général sans mention d'une délibération de Brest métropole ni arrêté préfectoral décidant du caractère d'intérêt général dudit projet, en précisant les critères retenus pour aboutir à cette qualification. En cela, la concertation publique trompe le public en parlant d'intérêt général sans en fournir la preuve légale : cette décision n'est pas de la compétence de Brest Métropole.

D'un point de vue économique, on se mélange clairement les pinceaux avec une analyse superficielle, non chiffrée, et basée sur un raisonnement périmé « commerces = emplois = croissance = richesse », en vantant les retombées économiques du projet, sans mentionner le coût public des aménagements nécessaires à son implantation ; en oubliant de comparer ce coût avec le coût public d'une rénovation ambitieuse de Francis le Blé ; en niant ouvertement la menace que font peser le changement climatique et le contexte géopolitique mondial sur l'économie telle qu'on la conçoit aujourd'hui (c'est-à-dire première responsable du changement climatique) ; en bref, en ouvrant la voie à un projet totalement déconnecté de la réalité. Il n'est donc jamais porté à la connaissance du public une réelle étude comparative entre rénovation du stade actuel et construction d'un nouveau stade, tenant compte de ces paramètres qui ont pourtant une influence décisive sur la viabilité économique du projet, et qui permettrait au public de juger factuellement de l'intérêt du projet.

Enfin, parce que ce projet doit s'inscrire en cohérence avec les différents plans et schémas directeurs établis par et pour la métropole :

- Il est contraire à l'objectif national « zéro artificialisation nette » pour 2023, le projet présenté ici faisant littéralement abstraction du sujet ;
- Il n'est nulle part fait mention des objectifs du plan climat de Brest métropole ;
- On parle de desserte par piste cyclable mais le schéma directeur vélo n'est pas mentionné, schéma directeur visant 4% de part modale du vélo en 2030, déjà sous-dimensionné par rapport à l'objectif national de 9% à la même échéance, lui-même insuffisant pour permettre au secteur du transport de respecter les Accords de Paris.

A rebours de tous les enjeux actuels pour l'avenir de la métropole brestoise, actant une décision en amont de toutes les études & chiffrages permettant de l'éclairer, éludant la question des piétons et des cyclistes, et dans le déni le plus flagrant de sa contribution néfaste au changement climatique, aux pollutions, et à la biodiversité, ce projet ne peut recevoir d'avis favorable de notre association.



Détail des remarques

Page 6 : « la nécessité d'un nouveau stade »

3

Il serait utile de préciser que les « normes » citées ici ne sont pas des normes réglementaires de sécurité, mais bien des normes de la ligue professionnelle de football. Il est donc tout à fait envisageable de continuer à fonctionner par des dérogations successives sans remettre en cause l'activité du club dans ce stade.

Sur la rénovation du stade Francis Le Blé :

- « l'ampleur des travaux » : le manque à gagner mentionné est comparé aux « exigences du football professionnel contemporain » mais pas à la trésorerie du club. On peut donc en conclure qu'une rénovation ne mettrait pas à mal les finances du club et qu'il y survivra sans problème par anticipation du projet ;
- Le coût pour la collectivité : cité ici comme un argument contre, il est curieusement oublié pour le projet de nouveau stade malgré l'ampleur des travaux publics envisagés. Le public est donc incapable de juger de la pertinence de l'argument, faute d'éléments de comparaison ;
- « un bénéfice jugé insuffisant » : sans argument présenté ici, cette ligne n'apporte rien à la réflexion : quel est le bénéfice attendu ? Financier, artistique, sportif, culturel, écologique ?
- Les nuisances sonores : de la même manière, pas de comparaison avec le projet de nouveau stade, qui sera encadré par des voies à forte circulation ;
- Les stationnements sauvages : il revient à la ville, par son devoir de police et sa volonté de l'appliquer, de faire respecter la loi et d'aménager la voirie afin de limiter ce phénomène, qui n'a néanmoins lieu que lors des matches, soit maximum 10 fois par an, à comparer au stationnement sauvage quotidien dans toute la métropole, rendant difficile la circulation des piétons, des PMR et des cyclistes toute l'année.
- La création d'emploi : argument parfaitement subjectif sans étude sérieuse sur la désertification des commerces de centre-ville en conséquence de la délocalisation du stade et ses services en périphérie de la ville. En outre, de combien d'emplois parle-t-on ? Est-ce suffisant pour justifier d'artificialiser 4 hectares (minimum) de terres agricoles ?
- « c'est pourquoi la société Holdisports » n'est pas un argument à ajouter à la liste, c'est une conclusion du porteur privé du projet, conclusion a priori différente de celle de la métropole.

Le texte de cette page est extrait de la déclaration d'intention. La subjectivité du ton employé, clairement en faveur d'un projet d'intérêt privé, dénote dans une consultation publique portant sur la modification du PLU.



Pages 7 et 8

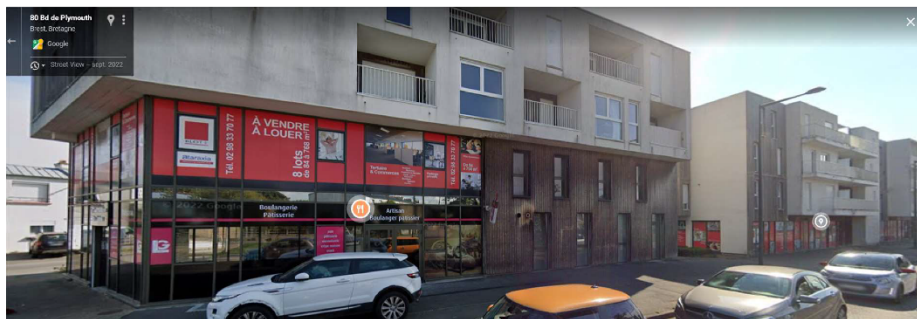
Contenu extrait de la déclaration d'intérêt des porteurs du projet, sans valeur ajoutée. On peut néanmoins produire quelques remarques :

- « permettant d'améliorer et sécuriser sa rentabilité financière » : la modification du PLU a donc pour seul but d'assurer la rentabilité financière d'une entreprise privée, en privatisant 17 hectares de terres agricoles ?
- « 1300 places de stationnement » et « un parking public de 350 places » : il faut préciser que ces 1650 places sont des places de stationnement automobile. On s'assoit ici sur toutes les obligations légales de création de stationnements pour vélo et on continue de créer du stationnement pour automobile, quand bien même la ville s'est fixé pour objectif de réduire la part modale de l'automobile de 1,5% par an (Cf plan climat). C'est incohérent et également contraire aux objectifs nationaux de réduction de la part modale de la voiture dans les transports.
- « l'art-de-vivre à la brestoïse », dans une consultation publique il serait bon de ne pas pré-supposer que l'art de vivre local consiste à aller se restaurer dans l'enceinte bétonnée d'un stade de football situé en pleine zone commerciale. C'est extrêmement dévalorisant pour la population.
- « des espaces événementiels », des « espaces de bureau et de co-working » : à mettre en regard du taux d'occupation des locaux commerciaux de rez-de-chaussée qui ont fleuri le long du boulevard François Mitterrand mais aussi du boulevard de Plymouth, du haut de la rue Jean Jaurès, du plateau des Capucins... ils sont tous vides mais on veut ici persister à en construire de nouveaux : dans la logique d'un projet, on répond à un besoin existant. Là, pas de besoin, la spéculation immobilière est devenue le besoin générateur et remplit les artères principales de la ville de locaux neufs mais vides.

4



Figure 1 : locaux commerciaux à l'arrêt de tram Coat Tan, boulevard de Plymouth, vides depuis leur commercialisation en 2021, construits hors réglementation thermique



5

Figure 2 : locaux commerciaux du boulevard de Plymouth, vacants depuis leur commercialisation il y a 10 ans !

Page 10 sur l'intérêt général

- Préciser qu'il s'agit d'un équipement exclusivement dédié au football, donc ne ciblant qu'une partie restreinte de la population brestoise intéressée par ce sport en tant que spectateur. « Conforter le football brestois au premier rang des clubs sportifs nationaux » ne présente pas un caractère d'intérêt général et **il n'est nul part établi de lien entre le confort de l'enceinte sportive, et les résultats sportifs.**
- « devrait [...] créer une dynamique économique génératrice d'emplois » puis « permettra de créer de nouveaux emplois pérennes » : contradiction entre une première phrase au conditionnel et une seconde au futur de l'indicatif, quelle étude comparative entre le stade actuel et ses retombées économiques pour la métropole, et le projet futur (qui va donc laisser un nouveau vide en centre-ville) et ses retombées supposées ? En quoi la création d'emplois est un indicateur de dynamique économique ? Quelle étude démontre que ce projet va créer plus d'emplois qu'il ne pas en supprimer autour du stade actuel ?
- Le « marqueur territorial » n'est pas un critère de qualification d'intérêt général au sens du code de l'urbanisme, c'est un terme flou et subjectif ;
- Ce projet ne coche aucune autre case du code de l'urbanisme s'agissant d'une qualification d'intérêt général, à savoir : « Être destiné à la réalisation d'une opération d'aménagement ou d'équipement, au fonctionnement d'un service public, à l'accueil et au logement des personnes défavorisées ou de ressources modestes, à la protection du patrimoine naturel ou culturel, à la prévention des risques, à la mise en valeur des ressources naturelles, à l'aménagement agricole et rural ou à la préservation ou remise en bon état des continuités écologiques ».
- Enfin, **il n'est pas de la compétence de la métropole de qualifier ce projet d'intérêt général.** En effet selon le code de l'urbanisme « Les projets et mesures mentionnés respectivement aux articles [L. 102-1](#) et [L. 102-2](#) sont qualifiés de projet d'intérêt général par arrêté préfectoral ». C'est donc un abus de pouvoir de Brest métropole de déclarer dans cette consultation que ce projet de stade privé est d'intérêt général.



Page 14 : pourquoi une concertation ?

- « il est rappelé que la présente concertation préalable porte exclusivement sur les adaptations du PLU nécessaires pour la réalisation du projet de stade. Elle ne porte pas sur l'opportunité et les caractéristiques du projet privé de stade » : pourtant l'opportunité de ce projet est défendue en préambule de la concertation. Il n'est pas cohérent de la justifier avec les mêmes termes que les porteurs du projet pour *a contrario* préciser au public que son avis ne doit pas la remettre en cause. C'est une question de méthode : soit on laisse la possibilité de remettre le projet en question, et on argumente le « pour » en justifiant le pourquoi, soit il n'y a pas de débat possible et dans ce cas, pourquoi prendre la peine de le justifier ?

6

Page 17

- « Les terrains s'inscrivent dans un contexte agricole voué essentiellement à la grande culture en contexte péri-urbain. Ils sont occupés par de grandes cultures et d'anciennes serres démolies après 2015. » : comment Brest métropole justifie de changer la destination de ces terres, face aux objectifs nationaux de préservation des terres agricoles et de l'objectif ZAN ?

Page 20

- Sur le document graphique n°2, la réduction du recul de 100 à 20 mètres en bordure de la 4 voies n'est nulle part justifiée, ni par les besoins du projet, ni par le document de concertation. Pourquoi remettre en question le code de l'urbanisme qui continue pourtant de s'appliquer ? On apprend page 22 « qu'une étude est en cours ». Il est souhaitable d'attendre le résultat de cette étude **avant** de modifier le PLU. Sinon, à quoi sert l'étude ? On met la charrue avant les bœufs.
- Sur le document graphique n°3, il est envisagé de supprimer l'interdiction d'implantation de commerces, mise en place pour maîtriser le trafic automobile, parce que le projet de stade intègre des commerces. Quelle valeur peut bien avoir un PLU si n'importe quel projet d'intérêt privé le remet en cause ? « Pour autant, le classement en zone AUS continuera de garantir les objectifs du PLU en matière d'implantation commerciale, puisque seules les activités marchandes liées au stade seront autorisées. » C'est-à-dire des restaurants, une salle de jeux virtuels, des locaux commerciaux... bref exactement le type d'activités qui sont aujourd'hui interdites dans une logique de captage de flux. Le message est particulièrement obscur.

Page 22 :

- Le projet transforme 17 Ha de terres agricoles en zone à industrialiser. On apprend que cela représente 0,7% de la somme des surfaces agricoles de Guipavas et Gouesnou, c'est considérable dans un contexte de baisse des rendements agricoles, de contraction des ressources alimentaires, et plus globalement, de crise alimentaire au niveau mondial. Le document ne présente aucune analyse de cet impact, juste un calcul chiffré qui n'appelle



aucune conclusion : que faut-il en penser ? Quelle métrique peut bien représenter la surface agricole ouverte à l'urbanisation ?

- La première cause de l'effondrement massif des populations d'insectes et d'animaux, à Brest comme partout dans le monde (-70% depuis 1970, et en accélération exponentielle), n'est pas l'augmentation des températures ou l'activité humaine en tant que telle, mais la perte d'habitat, donc ce projet en l'état actuel propose de supprimer 4 Ha d'habitat naturel. Est-ce acceptable parce que le vivant ne coûte rien ? A-t-on pris la mesure de cette décision ?
- Aucune mention de la surface artificialisée, de la préservation des continuités & couloirs écologiques, du bilan carbone de la construction (et du cycle de vie complet du stade), de l'utilisation des matières premières (dont l'extraction est elle-même source de pollution), de l'augmentation prévisible du trafic automobile et donc de la pollution... si ces données seront (mais sans aucune certitude) établies par les porteurs du projet, est-ce à dire qu'à ce jour, la modification du PLU est un blanc-seing à une construction probablement très néfaste pour l'environnement, puisque faite traditionnellement à base de béton, sans aucune étude d'éco-conception ?
 - Les porteurs ne proposent pas un projet à l'état de l'art en matière d'éco-construction,
 - l'avis qui sera rendu par l'autorité environnementale n'est pas suspensif,
 - Brest métropole oublie de mettre le projet en regard de ses propres objectifs du plan climat.

7

La faiblesse manifeste du chapitre « environnement » illustre l'incapacité de Brest métropole, et des porteurs du projet, à se saisir de la question climatique. La proposition de modification de PLU ici présentée n'envisage rien de moins que continuer à urbaniser comme au siècle dernier, sans aucune prise en compte des alertes répétées de l'ONU, de la communauté scientifique mondiale représentée par le GIEC, et des évolutions des coûts des matières premières et de l'énergie dans la très superficielle analyse économique.

Page 23

La zone est considérée comme bien desservie par le réseau viaire (automobile donc) existant, ainsi que la voie de tramway. A titre de comparaison avec le stade actuel, elle est pourtant considérablement moins bien desservie (voir le nombre de lignes de bus et le tram qui desservent la place de Strasbourg) et suppose donc que les spectateurs viendront sur place en voiture, faute d'une desserte en tram suffisante pour remplir les 15 000 places. On envisage donc ouvertement une régression par rapport à la situation actuelle en termes de part modale des déplacements doux.

La prise en compte des piétons est symptomatique d'un projet anachronique qui propose de continuer à décentraliser un service de centre-ville à la périphérie de la métropole : aujourd'hui, le stade Francis le Blé est à 20 min de marche d'une part non négligeable des habitants de Brest, avec une rosace isochrone très bien distribuée autour de son accès principal, qui touche une dizaine d'IRIS (source : [Géoportail](#)).

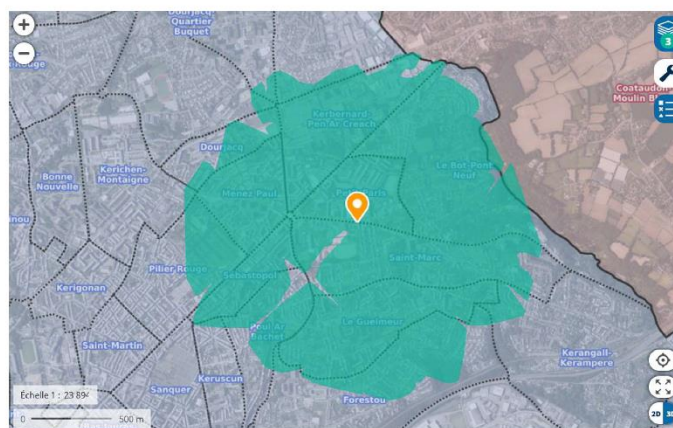


Figure 1 : rosace isochrone 20 min à pied du stade actuel

Le potentiel futur stade du Froutven quant à lui n'est accessible à 20 min à pied que par une part extrêmement faible de la population, du fait de son implantation dans une zone commerciale de périphérie peu dense en habitations (entre 5 et 10 fois moins, en ordre de grandeur) : la rosace isochrone ne touche 2 IRIS que de manière superficielle.

Dans la modification du PLU présentée, les piétons ne sont mentionnés qu'à travers la passerelle qui enjambera le boulevard François Mitterrand pour relier le parking d'Ikea au stade. Ces piétons seront donc soit des passagers du tram, soit des automobilistes garés sur les parkings privés des commerces alentours (Ikea, Leroy Merlin, Jardiland, etc), aucunement des spectateurs se rendant à pied au stade.

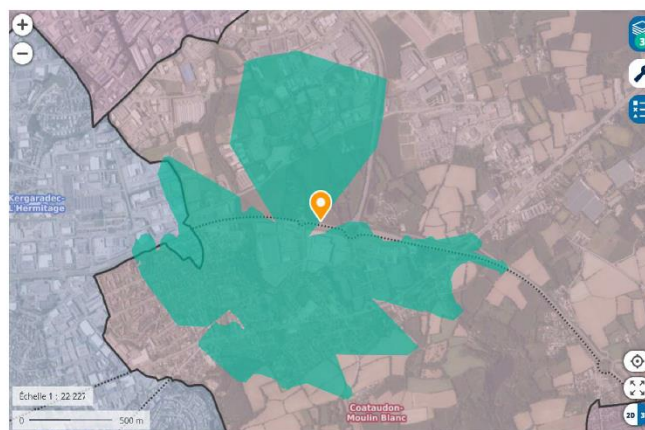


Figure 2 : rosace isochrone 20 min à pied du futur stade

Fin du document.

Brest à pied et à vélo
19 rue Bruet
29200 Brest
Bureau ouvert du lundi au vendredi de 9h à 18h
09 81 62 70 20
contact@bapav.org



Dimanche 06 novembre 2022

Manifeste contre la construction du stade du Froutven

Les raisons qui font que ce n'est pas une bonne idée de construire un stade et ce pourquoi nous sommes contre, sont nombreuses. La modification du PLU ne doit aller que dans le sens de la protection des terres agricoles.

- La destination des terres prévues pour la construction du stade doit rester à vocation agricole. Elles ne doivent pas non plus être des réserves foncières en vue d'une extension de la ville. La destruction de la faune et de la flore ne pourra pas restées impunie éternellement. Déjà de jeunes ingénieurs sortis de grandes écoles (HEC, Ecole vétérinaire, Polytechnique) et de très nombreux citoyens ont exprimés leur désaccord sur notre modèle économique.
- Le projet n'est en définitive pas comme annoncé précédemment un projet privé puisque 15 M€ seront demandé pour sa construction à la collectivité, c'est-à-dire les habitants de Brest et de la communauté urbaine. Nous ne voulons pas une augmentation de la taxe foncière pour financer le stade à une période où notre pouvoir d'achat diminue compte tenu de l'inflation.
- Pour l'aménagement des routes, d'une passerelle qui enjambera la D205, il est prévu une enveloppe de 15 autre M€. C'est aussi en partie pour l'aménagement du quartier oui mais sans stade, cela ne se justifie pas.
- C'est aussi aux Brestois et à BM de payer pour un stade qui recevra des personnes qui viennent d'au-delà de Brest métropole. Combien de Brestois viennent au match ? La capacité du stade ne permet pas au dixième de la population de Brest d'y venir et tout le monde doit payer.
- Est-ce que les leçons du dérèglement climatique et du déclin de la biodiversité sont prises en compte. Certainement pas. Nous avons vécu une canicule en juillet et août avec un arrêté de la préfecture pour limiter l'usage de l'eau, il y a eu 3,5° degré Celsius supplémentaires en octobre 2022 sur la région brestoise par rapport aux normales de saison, les incendies sont devenus une calamité dans les monts d'Arrée et dans le sud de la France, il y a maintenant des épisodes d'inondation un peu partout et en parallèle de nombreux départements qui sont toujours en seuil de sécheresse. Il est temps d'arrêter de penser que tout va bien et d'agir avec bon sens et discernement et non pas sur la base d'égos mal dimensionnés.
- Ce n'est pas aux « vieux » qui ont de l'argent de décider de l'avenir de la jeunesse. Laissons-les décider par eux même. Ils ont une conscience écologique bien plus exacerbé que les promoteurs de ce projet et des maires qui les accompagnent. Quel héritage laisserons-nous aux générations futures ? Tout ceci pour que des inconscients laisse leur trace sur terre ? Il faut proposer un référendum à Brestois pour qu'ils votent oui ou non au stade.
- C'est un moratoire qu'il faut mettre en place contre l'artificialisation des terres agricoles. Le rythme d'artificialisation des terres agricoles est supérieur à l'accroissement de la population sur les communes de Brest, Guipavas. Nous et nos enfants ne mangeons pas du béton.
- Le stade n'est pas un bâtiment dans lequel d'autres sports peuvent être pratiqués, ni pouvant servir à des activités de concert ou à des événements culturels. Il n'a vocation qu'à service pour le foot.

- Nous avons des exemples comme pour les villes du Mans, Bordeaux qui possèdent des infrastructures surdimensionnées et donc très coûteuses pour la ville et donc pour les habitants. Brest en ligue 1 pourrait assurer le remplissage d'un stade de 13 000 places mais en ligue 2, comme semble le promettre les résultats actuels ce n'est plus que 6 ou 7 000 places.
- Ce stade n'est qu'un projet financier, c'est le foot business. Pour rentabiliser le stade, il faut assurer des revenus par tous les moyens, la mise en place d'une restauration sur 3 500 m2 avec les différentes cuisines du monde. Assurer une activité permanente, tel que l'objectif.
- Que deviennent les commerçants du centre villes ? Une nouvelle offre va provoquer une vidange, une perte du chiffre d'affaires de certains commerçants de la ville. Ce sera la fermeture de commerce et une nouvelle désertification. L'objectif d'une mairie n'est-elle pas de garder le dynamisme au sein de la ville et non en périphérie. La fermeture de commerces de proximité, n'est-elle pas catastrophique pour les personnes âgées ?
- Du 17 au 19 octobre avait lieu à Brest le REFMAR 2022 un colloque sur l'observation du niveau marin au profit des politiques publiques et de la recherche. A cette occasion Mme Véronique Masson-Delmotte a fait une présentation du 6 ième rapport du GIEC, elle décrit la situation actuelle et ce vers quoi nous nous orientons, si rien n'est fait, en termes d'augmentation de la température et du niveau de l'eau. Elle écrit chaque tonne de CO2 compte ou plus exactement chaque tonne de CO2 non produite compte. Il faut donc restreindre nos activités émettrices de CO2 et sauvegarder les ressources eau, terres agricoles pour que nos enfants et petits-enfants puissent vivre décemment.
- Un arrêté du préfet a été émis en date du 02 février, 29-2022-02-11-0001 portent dérogation aux lois 411-1 et 411-2 ne constitue qu'une litanie d'autorisation de destruction d'espèce protégées
- L'eau des Brestois et les Relecquois provient de l'eau de la vallée du Costour à hauteur de 15 à 18%. Le stade et les parkings attenants seront construits à proximité immédiate de la source de la vallée du Costour. Ceci signifie que notre eau sera irrémédiablement polluée par l'huile des moteurs de voiture alors qu'actuellement nous avons une terre agricole.
- Ou faudra-t-il prendre l'eau pendant les travaux et après ? L'eau c'est la vie ; donc il faut arrêter tout de suite et protéger les bassins versants de la rivière du Costour.
- Nous demandons que les citoyens se prononcent sur ce projet par un referendum. Voulez-vous oui ou non la construction d'un stade au Frotven ?
- L'association Costour Poumon Vert en Finistère.



**Costour Poumon Vert en
Finistère**

☎ 06 07 90 63 97
✉ costour29@gmail.com
🌐 www.costour.fr
📍 Costour Cpvf

**Contributions recueillies sur le registre tenu à disposition du public
à l'hôtel de métropole**

DATE	CONTRIBUTEUR	OBSERVATIONS
03/11/2022	J.B. habitant de Brest	<p>Habitant de Brest et d'un profil "sportif" je m'étonne de ce projet. En effet, il apparaît que l'intérêt général d'un tel projet ne serait démontré que par la défense de l'intérêt du football professionnel... Quel intérêt général cela recouvre-t-il ? Quel est l'intérêt pour les habitants de Brest qui ne s'intéressent pas au club de football professionnel brestois ? Quel intérêt pour tous les pratiquants d'activités nautiques ? Il me semble que Brest est bien positionné géographiquement pour développer et favoriser en priorité le nautisme ?</p> <p>Par ailleurs, le dossier n'indique pas précisément les coûts financiers de rénovation du Stade Francis Le Blé, ni encore moins le coût financier de ce projet de construction d'un stade à Guipavas ?</p> <p>A-t-on mesuré réellement l'impact en terme d'emplois ?</p> <p>A-t-on effectué des études comparatives de tel projet en lien avec d'autres collectivités ?</p> <p>En outre, à l'heure de la sobriété énergétique, de la préservation de la "nature y compris en ville", de la nécessité de préserver le foncier de haute urbanisation... peu réfléchi, ce projet m'interpelle. La lecture du dossier de mise en compatibilité du PLU n'a pas répondu à mes interrogations.</p>

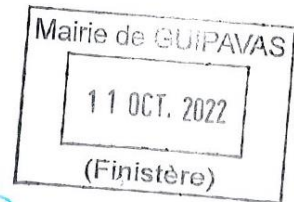
**Contributions recueillies sur le registre tenu à disposition du public
en mairie de Guipavas**

DATE	CONTRIBUTEUR	OBSERVATIONS
16/11/22	M. PERROT	<p>les habitants de Botpau et de Pouévezien à Guipavas s'interrogent sur la dernière implantation du stade. En effet le nouveau projet tise du projet qui nous laisse penser à quel point le stade ven- drait s'échouer sur les qua- tiers.</p> <p>Le terrain peut constituer une mise demantelle de 100 mètres de long par une hauteur de 20 mètres de front, les présentations nous en choc pour et accentuer bien évidemment des nuisances sonores in- supportables.</p> <p>En conclusion l'ensemble des habitants a signé une pétition transmise à M. THOS maire de Guipavas et à M. HALLAT de la maison de la ville de Guipavas de la dernière implantation = plan de mise 2013, qui d'été prochain et de parois grées en leur possible</p> <p>Les habitants des hameaux M. PERROT</p>

Les habitants de botspern et de pen-ar-creach à Guipavas

Donnez votre avis sur le nouveau projet du stade brestoïse 29.

Monsieur Le Maire de Guipavas
M. Fabrice JACOB



Le 8 octobre 2022

L'architecture de ce projet peut nous laisser penser à une coque de bateau renversée, mais aujourd'hui cette dernière vient s'échouer sur les quartiers de botspern et de pen-ar-creach. En effet la nouvelle implantation n'est plus la même qu'à l'origine, et si elle était à plus de 200 mètres de la voie communale n° 27, elle se trouve aujourd'hui à une cinquantaine de mètres.

La tribune nord constituant une masse démentielle de 200 mètres de long sur 20 mètres de haut présentera un choc visuel à nos yeux et accentuera bien évidemment des nuisances sonores insupportables aux résidents des hameaux et aux nouveaux arrivants. (plus de soixante maisons en construction, habitables dans six mois.)

En conclusion pour donner notre avis comme vous nous le demandez, nous sommes opposés à ce projet trop proche de nos maisons et nous vous demandons de revenir sur la première implantation (plan de masse 2019) afin de mieux nous préserver et de pouvoir garder un lieu de vie paisible.

Tous nous nous posons la question des phénomènes
de violence qui se proposent de plus en
plus autour des stades, entre supporters
adverses. Encore un facteur qui conforte
notre demande d'abandonner le stade.

Les habitants de botspern et de pen-ar-creach à Guipavas

Donnez votre avis sur le nouveau projet du stade brestois 29.

Le 8 octobre 2022

L'architecture de ce projet peut nous laisser penser à une coque de bateau renversée, mais aujourd'hui cette dernière vient s'échouer sur les quartiers de botspern et de pen-ar-creach. En effet la nouvelle implantation n'est plus la même qu'à l'origine, et si elle était à plus de 200 mètres de la voie communale n° 27, elle se trouve aujourd'hui à une cinquantaine de mètres.

La tribune nord constituant une masse démentielle de 200 mètres de long sur 20 mètres de haut présentera un choc visuel à nos yeux et accentuera bien évidemment des nuisances sonores insupportables aux résidents des hameaux et aux nouveaux arrivants. (plus de soixante maisons en construction, habitables dans six mois.)

En conclusion pour donner notre avis comme vous nous le demandez, nous sommes opposés à ce projet trop proche de nos maisons et nous vous demandons de revenir sur la première implantation (plan de masse 2019) afin de mieux nous préserver et de pouvoir garder un lieu de vie paisible.

SIGNATAIRES :

NOM	Prénoms	Quartier	Signature
DANICA	Tatien	[REDACTED]	[Signature]
PERROT	Marion	[REDACTED]	[Signature]
Hois Roue	Sorathon	[REDACTED]	[Signature]
Perrot	Cathy	Gujaners	[Signature]
Perrot	Alcette	Gujaners	[Signature]
PERROT	Aymara	Gujaners	[Signature]
PERROT	Jo	[REDACTED]	[Signature]
		[REDACTED]	[Signature]
GOLHEN	Pascal Veronique	[REDACTED]	[Signature]
Perrot	Quenlee	Pen Ar Greadh Gujaners	[Signature]
LANDURÉ	Jean-Christophe	Pen Ar Greadh	[Signature]
LANDURÉ	Yvann	Pen Ar Greadh	[Signature]
LANDURÉ	Rose	Pen Ar Greadh	[Signature]
LA			

SIGNATAIRES :

NOM	Prénoms	Quartier	Signature
DANIEL	Tarkan	[REDACTED] Au Créach	[Signature]
PERROT	Marion	[REDACTED]	[Signature]
HOIR ROUSE	Sorathian	[REDACTED] au créach	[Signature]
PERROT	Cathy	Gujan	[Signature]
PERROT	Wendy	Gujan	[Signature]
PERROT	Aymara	Gujan	[Signature]
PERROT	[REDACTED]	[REDACTED]	[Signature]
GOLHEN	Pascal Véronique	[REDACTED] au créach	[Signature]
PERROT	[REDACTED]	Pau Au Créach Gujan	[Signature]
LANDRÉ	Jean-Christophe	Pau Au Créach	[Signature]
LANDRÉ	Yann	Pau Au Créach	[Signature]
LANDRÉ	Rose	Pau Au Créach	[Signature]
LA			


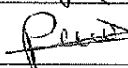




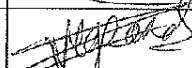
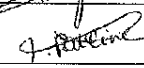
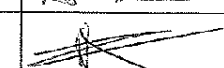
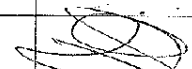
SIGNATAIRES :

NOM	Prénoms	Quartier	Signature
MENEL	JS	BOTSPIERW	
DEFEVER	Valérie	" "	
De Fever	Eric	Botsperu	
Beuwer	Edith	Botsperu	
PERARUCHON	Bea Alice	Botsperu	
TERRASSON	Stéphane	Botsperu	
TERRASSON	J. Marie	Botsperu	
TERRASSON	Mourigane	Botsperu	
Terrasson	Korydwin	Botsperu	
THOMAS	Judy	Pen An erach	
THOMAS	Annie	Pen An erach	
PORS	J. François	Pen an erach	
PORS	Helene	Pen An erach	
MEVEZ	J. F.	Botsperu	
MENEZ	M. T.	Botsperu	
NIVEZ	CAO	Botsperu	
NIVEZ	YAN	Botsperu	
MENEZ	Annie	Botsperu	
HUGUET	GLY	Kensouric	
CORNEC	S	Kensouric	
BARDINET	Margoli	Botsperu	

SIGNATAIRES :

[illegible]

SIGNATAIRES :

NOM	Prénoms	Quartier	Signature
PERROT	Jean Noël	Quartier	
PERROT	CHANTAL	Quartier	
KIRCHER	J-F		
Kircher	Edouard		
Kircher	Charles		
KIRCHER	Victor		
KIRCHER	Gustave		
LEGRAND	Nathalie		
Legrand	Pauline		
LEGRAND	Amélie		
LEGRAND	Nicolas		
KIRCHER	Louison		
KIRCHER	Delphine		
PERROT	Laurent		